



## Le cuir utilisé par plusieurs marques de luxe contribue à la déforestation, dénonce une ONG

(AFP) -

L'ONG britannique Earthsight accuse mardi plusieurs maisons de couture, notamment l'américaine Coach, d'acheter du cuir à des entreprises "dont la chaîne d'approvisionnement est liée à des élevages illégaux dans la zone la plus déforestée de la forêt amazonienne brésilienne".

L'ONG indique dans un communiqué avoir infiltré la chaîne d'approvisionnement de Coach "pour la relier à un énorme abattoir brésilien ayant acheté des milliers de bovins élevés sur des terres illégalement déboisées".

Cette zone se trouve à proximité de Belem, dans l'état du Para, où se dérouleront les négociations de la COP30 en novembre, précise l'ONG.

"Presque tout le cuir exporté du Para vers l'Europe est destiné à l'Italie, y compris les peaux provenant de l'abattoir suspect. Une grande partie est acheminée à deux tanneries de la région de Vénétie, Conceria Cristina et Faeda, où le cuir est transformé et rebaptisé cuir italien", détaille l'ONG.

Parmi les acheteurs de ce cuir, Coach mais aussi Chanel, Chloé, Hugo Boss, Fendi et Louis Vuitton (LVMH), ainsi que Balenciaga, Gucci et Saint Laurent (Kering) assure l'ONG, à qui toutes ces marques ont toutefois affirmé "ne pas utiliser de cuir brésilien".

Cependant, "Fendi et Hugo Boss ont toutes deux lancé des enquêtes à la suite des conclusions d'Earthsight. Chanel a révélé avoir récemment mis fin à sa relation avec Faeda, ayant perdu confiance dans son système de traçabilité".

"Chloé a été la seule marque à fournir à Earthsight une méthodologie détaillée de traçabilité du cuir. Faeda a déclaré ne pas fournir de cuir brésilien à ces maisons de mode. Conceria Cristina n'a pas répondu aux sollicitations d'Earthsight", poursuit l'ONG.

"Coach, Fendi, Louis Vuitton et Hugo Boss s'appuient sur un système de certification durable appelé Leather Working Group" qui "n'exige pas que les tanneries retracent le bétail jusqu'aux élevages d'origine, rendant le système aveugle aux abus possibles au niveau des exploitations agricoles", déplore l'ONG.

"Les consommateurs de produits de luxe s'attendent à ce que les prix élevés garantissent qu'ils ne contribuent pas à la déforestation ou au vol des terres indigènes. Cette enquête démontre que cette confiance est mal placée", fustige dans le communiqué le responsable Amérique latine d'Earthsight, Rafael Pieroni.

L'ONG plaide pour "l'application rapide" du règlement européen contre la déforestation, qui oblige les entreprises à démontrer que le cuir qu'elles utilisent est "sans déforestation".

Le report de cette loi à fin décembre pourrait permettre au secteur du cuir de demander à s'y soustraire, dénonce l'ONG.

sr/ak/eb

Afp le 24 juin 25 à 00 02.